



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Affaire suivie par : Agnès Clément
Service : Conservation régionale des monuments historiques
Tél : 01 56 06 50 69
Courriel : agnes.clement@culture.gouv.fr
Recommandé 638
Réf. : AC/AMP/

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

Le conservateur régional des monuments
historiques d'Île-de-France

à

Madame la sous-directrice des services
généraux et de l'immobilier
Ministère du Travail – DFAS
14, rue Duquesne
75350 Paris 07

Paris, le 30 JUL. 2021

Chère Géraldine,

Dans le cadre de l'instruction de votre demande d'autorisation de travaux, je vous prie de trouver la décision prise par la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France.

Le contrôle scientifique et technique des travaux sera assuré par le service chargé des monuments historiques, représenté par Mme Marie-Agnès Férault, conservatrice des monuments historiques (tél 01 56 06 50 31, marie-agnes.ferault@culture.gouv.fr), en lien avec M. Frédéric Masviel, architecte des bâtiments de France.

Je suis tenu de vous informer qu'en cas de contestation de votre part, le délai de recours pendant lequel vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent est de deux mois.

Au titre des dispositions de l'article R 621-16 du code du patrimoine et de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2007 pris en application, l'autorisation de ces travaux devra être affichée sur le terrain. Je vous remercie par ailleurs de me transmettre, à l'issue de ces travaux, le dossier documentaire des ouvrages exécutés (DDOE) dans un format papier et en un seul exemplaire.

Bien à toi,

Antoine-Marie PRÉAUT

Copies à : La conservatrice des monuments historiques et l'architecte des bâtiments de France territorialement compétents

Autorisation de travaux portant sur un immeuble classé au titre des monuments historiques

AC 075 107 21 00070

Le préfet de la région d'Île-de-France

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L 621-9 et R 621-11 à R 621-24 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 425-5 et R 425-23 ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1911 classant parmi les monuments historiques l'Hôtel du Châtelet (ancien), 127 rue de Grenelle, Paris 7^{ème} ;

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2020-08-17-010 du 17 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent ROTURIER, directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu l'arrêté IDF-2021-42 du 5 juillet 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Laurent ROTURIER, directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France, à Monsieur Antoine-Marie PRÉAUT, conservateur régional des monuments historiques d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AC 075 107 21 00070, déposée par le ministère du travail, Paris 7^{ème}, reçue le 25 mai 2021 ;

Vu l'accord au titre de l'urbanisme du préfet de Paris, en date du 12 juillet 2021 ;

Considérant le fait que les travaux projetés ne sont pas de nature à porter atteinte à l'édifice ;

Décide :

Article 1

L'autorisation sollicitée par le pétitionnaire susvisé, dans la demande relative à :

Rénovation de l'hôtel,

127 rue de Grenelle, Paris 7^{ème}, immeuble classé au titre des monuments historiques, est

Donnée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Dans le cadre du contrôle scientifique et technique, le service chargé des monuments historiques sera averti du démarrage des travaux et associé au suivi du chantier. La synthèse de sondages stratigraphiques lui sera transmise. Les essais de teinte des lambris lui seront présentés pour validation préalable.

La façade de l'attique sur le jardin recevra un badigeon d'une teinte plus foncée que l'avant-corps.

La restauration des décors sera confiée à des restaurateurs diplômés de niveau 1, dûment qualifiés, titulaires d'un master professionnel 2 ou diplômés de l'Institut national du patrimoine, ou équivalent.

Article 2

Le directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à Paris, le

Le conservateur régional des monuments historiques
d'Île-de-France

Antoine-Marie Préaut

